

TéléMB refinancée, mais comment ?

TéléMB n'est plus qu'un écran vide. Depuis mercredi, aucun programme n'est diffusé. La situation est rarissime dans une télévision locale. À TéléMB, une grève avait déjà eu lieu il y a une quinzaine d'années. Elle concernait une revalorisation salariale. Cette fois-ci, le personnel tente d'éviter les licenciements. La direction veut se séparer de 6,5 équivalents temps plein. « *On ne peut pas laisser sombrer TéléMB, affirme Elio Di Rupo, bourgmestre de Mons. Il faut que toutes les communes fassent un effort pour refinancer la télévision. Beaucoup des difficultés rencontrées par la chaîne résultent du passé. Chaque famille politique doit donc examiner la situation et faire le point dans ses communes. Nous espérons bien trouver des pistes de solutions pour la semaine prochaine.* »

Et d'ajouter : « *Certains (NDLR : notamment le MR Georges-Louis Bouchez) parlent d'un refinancement via les intercommunales. Mais ce n'est pas évident. Les intercommunales sont désormais soumises à l'impôt des sociétés. Si une intercommunale verse à TéléMB, ce sera taxé à 33 %. Finalement, cela coûtera donc encore plus cher aux communes.* » L'IDEA verse des dividendes aux communes. Elio Di Rupo prône donc le maintien de ce système pour que ce soient les communes qui versent directement à la télévision locale. Certaines entités traînent les pieds parce qu'elles sont déjà en difficulté financière et parce que la situation de TéléMB est le résultat d'une mauvaise gestion. « *C'est surtout dû à la gestion du passé, répète Elio Di Rupo. On ne peut pas accabler les dirigeants actuels qui, eux, doivent trouver les solu-*

tions pour redresser la barre. »

DES RECOURS ?

Faut-il alors lancer des recours contre les anciens dirigeants ? « *Il faut que la direction actuelle voie quelles sont les possibilités.* » En retour d'un nouveau financement, les communes peuvent-elles exiger des garanties quant à la bonne gestion de leurs deniers ou même exiger un « quota » de reportages sur leur territoire ? « *Ce n'est pas à nous de dicter tout cela. La presse est libre, ce sont des professionnels, ils savent ce qu'ils doivent faire, mais l'idéal est de couvrir les événements, en fonction de leur importance, sur l'ensemble de la zone.* »

Le MR régional, avec Jacqueline Galant et Georges-Louis Bouchez, demande également une réunion des différents partis au pouvoir pour explorer les pistes possibles de refinancement. Une idée également soutenue par Ecolo Mons-Borinage. Le député wallon MR Olivier Destrebecq, de son côté, a de nouveau interrogé le ministre Marcourt. « *Il envisage de communiquer une série de conseils au directeur de la chaîne. Je trouve la réaction bien faible eu égard au montant des subsides versés par la Fédération Wallonie Bruxelles et au nombre d'emplois menacés.* » Et d'ajouter : « *J'attends du ministre un investissement bien plus grand. Il est de plus en plus évident qu'une réflexion globale sur le financement des télévisions locales doit rapidement aboutir.* » À noter qu'Antenne Centre joue la carte de la solidarité. Tout au long de l'année, ils ont régulièrement fait écho des événements Mons 2015. Ce week-end, ils ne couvriront pas non plus les festivités de clôture. ●

L. J.